

DANS L'ACTUALITE du 17 au 19 juin 2014

Texte officiel

JORF n° 0140 du 19 juin 2014

Publication de la loi relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises

[Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises](#)

Exécution des travaux effectués à proximité de réseaux de transport et de distribution de toutes catégories

[Décret n°2014-627 du 17 juin 2014 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution](#)

JORF n° 0139 du 18 juin 2014

Le Parlement est convoqué en session extraordinaire dès le 1er juillet pour examiner et voter plusieurs textes législatifs

[Décret du 17 juin 2014 portant convocation du parlement en session extraordinaire](#)

Projet / Proposition de loi

Le 18 juin, le Sénat a définitivement adopté, en deuxième lecture, une proposition de loi créant des sociétés d'économie mixte à opération unique

[Proposition de loi permettant la création de sociétés d'économie mixte à opération unique](#)

Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République

[Projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, enregistré à la Présidence du Sénat le 18 juin 2014](#)

Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral

[Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, enregistré à la Présidence du Sénat le 18 juin 2014](#)

Jurisprudence

Nouvelles dispositions du code de l'urbanisme : avis du CE

[CE 18 juin 2014 *SCI Mounou, Monsieur B., SARL Colomes Immobilier, SARL Beaupré et Monsieur A.*, req. n° 376113](#)

[CE 18 juin 2014 *Société Batimalo et commune de Saint-Malo*, req. n° 376760](#)

Raccordement d'un projet aux réseaux publics sans l'accord de la collectivité publique

[CE 11 juin 2014 *commune de Champcella*, req. n° 361074](#)

Résiliation unilatérale d'un contrat conclu entre deux personnes publiques et contrôle du juge de cassation

[CE 4 juin 2014 *commune d'Aubigny-les-Pothées*, req. n° 368895](#)

Réponse ministérielle

Application de la loi littoral lors de l'extension de zone urbaine

[Rép. min. n° 45579, JOAN du 10 juin 2014](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Les acteurs de la commande publique cogitent pour faciliter l'accès des PME aux marchés

[Comment mettre le droit au service de l'économie et améliorer les pratiques pour ouvrir plus largement les portes de la commande publique ?](#)

Source : le Moniteur du 19/06/2014

Urbanisme

Manuel Valls rassure sur Alur mais recule sur la Gul

[La loi Alur sur le logement « sera appliquée et sera appliquée avec pragmatisme et réalisme », a assuré mercredi 18 juin à l'Assemblée le Premier ministre pour « lever toutes les inquiétudes » sur la mise en œuvre du texte de l'ancienne ministre du Logement Cécile Duflot.](#)

Source : le Moniteur du 18/06/2014

Dispositions contestées de la loi Alur : s'appliqueront, s'appliqueront pas ?

[Intervenant le 13 juin devant les Assises des petites villes de France à Annonay \(voir notre article du jour même\), Manuel Valls a semblé clairement remettre en cause certains aspects de la loi Alur - en évoquant publiquement "un certain nombre de modifications" à lui apporter.](#)

Source : localtis.info du 17/06/2014

Ile-de-France : l'établissement public foncier unique sera créé avant la fin de l'année

[En septembre dernier, Cécile Duflot, alors ministre du Logement, missionnait Gilles Bouvelot, directeur général de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France \(EPF Ile-de-France\) - l'opérateur foncier public des collectivités franciliennes et "créateur de foncier pour le logement et l'emploi des Franciliens" - en vue de travailler à la préfiguration d'un opérateur unique du foncier en Ile-de-France.](#)

Source : localtis.info du 18/06/2014

Transition énergétique : le projet de loi veut généraliser les bonnes pratiques des territoires

Ségolène Royal a présenté en Conseil des ministres ce 18 juin une communication sur le "projet de loi de programmation pour un nouveau modèle énergétique français". Attendu depuis de longs mois, le texte s'inspire pour partie des "bonnes pratiques" développées dans les territoires et compte les accélérer. Rénovation énergétique des bâtiments, transports, économie circulaire, développement des énergies renouvelables, simplification des procédures... le projet de loi comporte de nombreuses mesures faisant appel à la mobilisation des collectivités et s'accompagne de nouveaux moyens financiers.

Source : localtis.info du 18/06/2014

Le «G12», un groupement d'industriels du solaire pour peser sur le projet de loi sur la transition énergétique

12 dirigeants de PME française du domaine de l'énergie solaire ont annoncé le 18 juin se regrouper pour assurer une place au solaire dans le projet de loi sur la transition énergétique

Source : le Moniteur du 18/06/2014

Transition énergétique : les professionnels satisfaits du projet de loi mais...

Si le Plan Bâtiment Durable et la Fédération française du bâtiment se montrent enthousiastes, pour le président de la Capeb, Patrick Liébus, beaucoup trop d'interrogations demeurent.

Source : le Moniteur du 18/06/2014

Projet de loi transition énergétique : quelles évolutions pour les collectivités ?

Le projet de loi sur la transition énergétique a enfin été présenté le 18 juin en Conseil des ministres. En voici les principales mesures qui vont apporter de nouvelles possibilités d'actions aux collectivités territoriales.

Source : la gazette des communes du 18/06/2014

Collectivités territoriales

Feu vert en conseil des ministres à la réforme territoriale

Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, a annoncé mercredi 18 juin après le Conseil des ministres l'adoption de deux projets de loi, l'un sur les compétences des collectivités, l'autre sur la nouvelle carte régionale et le report des élections. Les régionales auront lieu en décembre 2015, comme les élections départementales, ce qui leur permettra d'avoir pour cadre les régions redécoupées.

Source : le Moniteur du 18/06/2014

Réforme territoriale : les deux projets de loi en détail

Quatorze régions au lieu de vingt-deux d'ici à peine dix-huit mois, un report des élections régionales et départementales à décembre 2015, un transfert massif de compétences des départements aux régions (dont les collèges et les routes) et aux métropoles, un nouveau seuil de 20.000 habitants pour les EPCI... les annonces du chef de l'Etat ont bel et bien pris corps dans les deux projets de loi présentés ce 18 juin en Conseil des ministres. Point par point, ce qu'il faut d'ores et déjà retenir de ces deux textes, notamment sur le "qui va faire quoi".

Source : localtis.info du 18/06/2014

Transport

Réforme ferroviaire : les régions défendent plusieurs amendements pour affirmer leur rôle d'autorités organisatrices

Alors que le débat sur la réforme ferroviaire débute à l'Assemblée, sur fond de grève des cheminots, l'Association des régions de France (ARF) a adopté ce 17 juin un vœu pour rappeler la position des régions sur les évolutions du système ferroviaire prévues par le projet de loi.

Source : localtis.info du 17/06/2014

Presse

Transition énergétique : Ségolène Royal évite la rupture et choisit le compromis politique

[Le projet de loi évite soigneusement la question sensible du nucléaire. Il n'en comporte pas moins un certain nombre de mesures très attendues.](#)

Source : les Echos du 19/06/2014

« Les moyens pour atteindre la transition énergétique ne sont pas au rendez-vous »

[Le projet de loi sur la transition énergétique, présenté mercredi 18 juin en conseil des ministres par Ségolène Royal, compte 80 articles qui portent sur la rénovation des bâtiments, les transports durables, le nucléaire et les énergies renouvelables. Les ONG, dans leur majorité, jugent « insuffisant » ce texte qui a fait l'objet d'intenses débats et d'âpres arbitrages tandis que les politiques sont plus partagés.](#)

Source : le Monde du 18/06/2014

Des pistes pour libérer des terrains en Ile-de-France

[Comment libérer des terrains afin de développer l'offre de logement et de bureaux en Ile-de-France ? Un groupe de travail de l'ORF \(observatoire régional du foncier en Ile-de-France\) a présenté, le 17 juin, les conclusions d'une étude intitulée « Le Foncier du Grand Paris : comment le mobiliser ? », en présence de la ministre du logement et de l'égalité des territoires, Sylvia Pinel.](#)

Source : le Monde du 18/06/2014